

Face au terrorisme, la réponse internationale est inefficace

ANALYSE

GAUDZ MINASSIAN
Service Débats

I est des vérités qui font froid dans le dos. De même que, dans une guerre, la théorie du zéro mort est totalement infondée, l'idée d'une politique antiterroriste efficace à 100 % n'a pas de sens. Si un terroriste a envie de frapper sa cible, rien ne peut a priori l'en empêcher. Les services de renseignement en sont conscients et, malgré tous les efforts déployés dans l'antiterrorisme, ils savent que le passage à l'acte sera inévitable. Si bien que l'idée selon laquelle nos sociétés doivent désormais s'habituer à vivre avec le terrorisme au quotidien se répand de plus en plus dans les opinions publiques mondiales.

LES ÉTATS SONT PARVENUS À INVALIDER LA VIOLENCE, SOUVENT À LA RÉDUIRE, MAIS POINT À LA DÉTRUIRE DÉFINITIVEMENT

Pour autant, la raison ne peut se contenter de ce constat aux accents fatalistes et le premier ministre, Manuel Valls, n'a pas tort quand il déclare « qu'on ne peut pas s'habituer à la violence, à la barbarie, à la mort. Aucun peuple, aucun individu ne peut s'habituer à cela ». Mais il est encore plus audible lorsqu'il ajoute qu'un « responsable gouvernemental doit être lucide et doit faire partager cette lucidité à son peuple. Nous vivons sous une menace terroriste majeure et cette menace terroriste va durer ».

Le terrorisme a toujours existé. Ce phénomène ne connaît pas de frontières et frappe aussi bien les régimes démocratiques que les États autoritaires. Il est tellement inscrit dans

l'histoire de l'humanité qu'il s'est adapté à toutes les configurations politiques pour finir comme l'une des caractéristiques du système international à cheval sur les États et les sociétés. À l'échelle des États, il n'existe pas de définition consensuelle du terrorisme. La communauté internationale est parvenue à se mettre d'accord sur la définition d'actes terroristes mais nullement sur une acception de ce fléau partagé par tous. À l'échelle des sociétés, les États, pourtant détenteurs du monopole de la violence légitime, n'ont jamais réussi à extraire la violence du corps social. Ils sont parvenus à l'invalidiser, souvent à la réduire mais point à la détruire définitivement. Si bien que la société intégralement pacifiée n'existe pas. Qu'il s'agisse du terrorisme d'État, du terrorisme identitaire, du terrorisme international, du cyberterrorisme ou du terrorisme djihadiste, son visage change mais conserve ses traits menaçants.

TROIS APPROCHES

Depuis l'irruption du djihadisme mondial, trois approches ont été utilisées pour appréhender cette forme de dissémination de la violence politique. La première, d'inspiration néoréaliste, se penche sur des connivences entre ces réseaux illégaux et des États qui dans un rapport d'intérêts communs dressent une carte géographique du terrorisme en fonction de leur convergence stratégique. Cette approche met en accusation des États soupçonnés d'association en relation avec une entreprise

terroriste comme le Pakistan, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Ce carré sunnite est accusé de jouer avec le feu tout en étant entré dans une relation de dépendance mutuelle avec ses alliés de l'Occident. Chacun d'entre eux prend les Occidentaux aux trépas : l'arme nucléaire pour le Pakistan, les hydrocarbures pour l'Arabie saoudite et le Qatar et l'Alliance atlantique pour la Turquie. Faire du terrorisme une menace de basse intensité passe par une clarification de leur position à l'égard des réseaux terroristes. Mais, comme les Occidentaux en ont besoin, ils font avec.

La deuxième approche d'inspiration culturaliste réfléchit en termes de guerre des civilisations et de chocs culturels. Elle brandit l'étendard de l'Occident au nom de la défense des valeurs universelles - des notions occidentalo-centrées de plus en plus contestées par le reste du monde - et veut faire régner l'ordre mondial jusqu'à établir une hiérarchie des cultures dans la même veine que les néoconservateurs américains, dont l'héritage s'installe de plus en plus en Europe, particulièrement en France, à droite comme à gauche, au nom d'une supériorité occidentale supposée et tirée des Lumières.

Enfin, la troisième approche d'inspiration sociologique prend à contre-pied les deux premières en proposant une explication sociale du phénomène et une remise en question de la prééminence des Occidentaux. Son principe est simple : le terrorisme djihadiste, qu'il soit originaire du monde musulman ou endogène

à nos sociétés occidentales, est le résultat d'un défaut d'adaptation à la mondialisation. D'un côté, il existe de plus en plus de sociétés guerrières (Afghanistan, Somalie, Mali, Irak, Syrie, Libye) incapables de produire autre chose que de la violence. De l'autre, les sociétés opulentes occidentales sont de plus en plus des modèles d'inégalités et d'exclusion laissant sur le bas-côté des franges désintégréées de la population qui penchent vers la religion des recettes compensatoires. Coulibaly, Merah et les frères Kouachi sont le résultat combiné de ces fractures d'ici et de là-bas.

Aucune de ces trois approches ne s'impose comme la posologie parfaite contre les convulsions d'un monde désenchanté. Rien n'indique que les formules hasardeuses des néoconservateurs obtiennent de meilleurs résultats en Europe qu'aux États-Unis, de surcroît dans un Orient de plus en plus compliqué. Rien ne semble ébranler les Occidentaux dans leurs alliances penchées vers le carré sunnite du Grand Moyen-Orient. Et rien ne semble donner raison à la dernière approche jugée douteuse par des États trop frileux dès lors qu'il s'agit de se remettre en question ou de favoriser l'inclusion. Si bien que le système international se trouve dans une impasse, comme si le monde était devenu un théâtre israélo-palestinien en plus grand, avec ses intolérances et ses murs, ses foyers djihadistes et ses injustices, ses répressions et ses fausses solutions...

minassian@lemonde.fr

LETTRÉ DE TUNIS | PAR FRÉDÉRIC BOBIN

En Tunisie, le combat fragile des homosexuels pour leurs droits

Comment éviter Soussse et sa plage ensanglantée ? On n'avait pas cherché à le voir pour cela. Mais difficile d'étudier le sujet, nouveau psychodrame national après l'attaque en mars contre le musée du Bardo à Tunis. Badr Baabou est accablé, triste, inquiet, désemparé, comme l'écrasante majorité de ses compatriotes devant le nouveau coup porté à cette jeune et fragile démocratie tunisienne issue de la vague des « printemps arabes » de 2011.

« C'est très grave », soupire le jeune homme, calé dans un fauteuil du bar d'un hôtel de l'avenue Bourguiba, au centre-ville de Tunis, vide en cet après-midi de ramadan sonné de soleil. Badr Baabou a le cheveu ras, porte un bermuda et s'est ceint le cou d'un chapelet. Un chapelet ? Badr Baabou n'est pas spécialement religieux, il l'admet. Il s'assume plutôt « mystique », un « mystique de l'humanisme ». « L'humanisme est ma religion », clame-t-il.

Avant Soussse, donc, on avait donné rendez-vous à Badr Baabou pour évoquer la question des gays en Tunisie. Rien à voir a priori, sauf que tout est lié dans ce climat épais où la cause des droits individuels souffre inévitablement de la montée de la menace intégriste, concomitante à la crispation sécuritaire de l'État.

Il semblait qu'un léger vent d'optimisme avait soufflé au printemps sur ce sujet délicat. Une association, Shams, militant ouvertement pour la dépénalisation de l'homosexualité - passible de trois ans de prison en vertu de l'article 230 du code pénal -, avait vu le jour, reconnue par l'administration. Ce n'était pas la première du genre, mais le débat avait enfiévré les plateaux de télévision. Quelques semaines plus tôt, lors du Forum social mondial (FSM) réuni à Tunis, un drapeau arc-en-ciel avait été brandi par des militants. Le geste avait été répété peu après par un mannequin lors d'un défilé de mode dans la capitale. Bref, un air du temps. Le magazine en ligne Inkyfada n'a-t-il pas titré en mai l'une de ses enquêtes : « Homosexualité : la bataille au grand jour » ?

ENVIRONNEMENT HOSTILE

Militant de la première heure de la cause gay tunisienne, Badr Baabou était tout désigné pour décrypter ce petit concert. Son association Damj (« Inclusion ») est la première à avoir été légalisée en Tunisie. C'était durant l'été 2011, dans la ferveur post-révolutionnaire. Elle a été suivie par Mawjoudin (« Nous existons »), puis Shams. Les lesbiennes, bisexuelles et transgenres se sont, elles, regroupées dans l'association Chouf (« Regarde ») Minorités.

Mais gare aux raccourcis ! La naissance de cette scène associative est ambivalente. Elle consacre certes l'émergence d'une nouvelle génération de militants s'affichant à visage découvert. Simultanément, elle répond à l'impératif de se défendre face à un environnement demeurant hostile.

Les homosexuels en Tunisie continuent d'être l'objet de menaces, d'agressions, de haine. L'effervescence populaire qui a suivi le « printemps tunisien » ne leur a pas toujours été favorable, c'est le moins qu'on puisse dire. Une quinzaine de meurtres à caractère homophobe ont été enregistrés depuis 2011.

Le prédécesseur de Badr Baabou à la tête de Damj a même dû plonger un certain temps dans la clandestinité. « On l'a caché quatre mois avant de l'exfiltrer vers la Suisse », raconte Badr Baabou, qui a lui-même été agressé en 2012 au cœur de la Medina de Tunis. Et la police, brandissant le fameux article 230, n'a pas renoncé aux coups de filet qui avaient marqué la fin du régime déchu de Zine El-Abidine Ben Ali. Il y aurait toujours entre 60 et 70 cas d'arrestations d'homosexuels par an, selon Badr Baabou.

La menace est donc permanente. « Notre difficulté est qu'on ne sait pas qui sont nos véritables ennemis, explique-t-il. On ne sait pas d'où

le prochain coup viendra. Du ministère de l'intérieur ? De la justice ? On sait seulement que nous sommes fichés et qu'à tout moment ce genre d'information peut être utilisé pour nuire à tel ou tel militant des droits de l'homme. » Les « amis » naturels, eux, auraient dû être les partis démocrates issus de la révolution et dont quelques têtes d'affiche sont au pouvoir. Mais ces libéraux temporisent. Ils ne sont pas prêts à abroger l'article 230. « Ils nous expliquent que ce n'est pas le bon moment, enrage Badr Baabou. En fait, ce ne sera jamais le "bon moment" ! »

Alors, en attendant, il faut continuer à ruser, à user d'euphémismes. Ainsi Badr Baabou et ses amis mènent-ils leur combat au nom des droits des « minorités », terme préféré à celui d'« homosexuels ». Au mieux, ils seront reçus dans certaines administrations par quelques esprits généreux manifestant « un paternalisme comme celui qu'on peut déplorer à un groupe vulnérable ou à des handicapés ».

La pitié sans la reconnaissance. Malgré tout, Badr Baabou veut y croire. Ses amis l'appellent l'« éternel optimiste ». Et la Tunisie en a bien besoin, d'optimistes, en ces temps déprimés d'après-Soussse. ■

bobin@lemonde.fr

DEPUIS 2011, UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE MILITANTS S'AFFICHE À VISAGE DÉCOUVERT

LES INDÉGIVRABLES PAR GORCE



Le Vietnam, un « nouvel ami américain » ?

LIVRE DU JOUR
FRANÇOIS BOUGON

En février 1976, le premier numéro d'Hérodote était consacré au Vietnam. « Un paysage de rizières criblé de cratères de bombes avec en surcharge la silhouette d'un B52 », se souvient la directrice, Béatrice Giblin, en avant-propos du numéro, consacré entièrement à ce pays d'Asie du Sud-Est. Une manière aussi de rendre hommage à François Maspéro, décédé en avril et qui avait accueilli dans sa maison d'édition cette revue consacrée à la géopolitique.

Pour traiter cette nation qui a vaincu au XX^e siècle la France, les États-Unis et la Chine, lors de trois « guerres d'Indochine » successives, la revue a bénéficié de l'expertise de Benoît de Tréglodé, spécialiste du Vietnam, et chercheur et directeur du programme Asie à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire. Sa contribution, consacrée au Parti communiste et à l'armée populaire, les deux piliers du régime de Hanoi, permet de dresser un portrait approfondi du pays.

Politique, géopolitique, diplomatie, économie, rôle de la diaspora, énergie, urbanisation... la diversité des thèmes abordés permet en effet d'aller au-delà de l'image simpliste en cours - celle d'un ancien ennemi des États-Unis qui, en raison de la menace chinoise, se transforme en un « ami américain » - et de prendre conscience de l'importance géopolitique de cette nation de quelque 90 millions d'habitants.

CONTRÔLE POLITIQUE

C'est d'ailleurs sur la péninsule indochinoise que le monde communiste s'est effondré en 1979, lorsque Russes et Vietnamiens affrontèrent Chinois et Cambodgiens dans un conflit fratricide entre communistes, souligne Christopher Goscha de l'université du Québec. « La fin de la guerre froide ne débuta assurément pas à Berlin en 1989, avec la chute du Mur, selon une vision suprématisme européo-centrique, mais une décennie plus tôt, en Eurasie, en 1979, avec la troisième guerre d'Indochine », écrit-il.

Depuis 1986, le régime communiste s'est engagé sur la voie chinoise en ouvrant son économie (Doi Moi) sans lécher le contrôle politique. Le règlement du conflit cambodgien en 1991 a

ouvert au Vietnam les portes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Cette organisation régionale, à l'origine créée pour contrer l'expansionnisme vietnamien, lui sert désormais pour tenter de régler les tensions croissantes en mer de Chine méridionale. « La stabilisation de la relation avec la Chine au sein d'une Asean consolidée serait un atout majeur pour devenir la puissance continentale de l'Asie du Sud-Est », estime Sophie Boisseau du Rocher, chercheuse associée au centre Asie de l'Institut français des relations internationales. Plusieurs articles évoquent d'ailleurs cet antagonisme avec le puissant voisin. La défaite militaire de 1979 avait fait prendre conscience à Deng Xiaoping, le numéro un chinois de l'époque, de la nécessité de devenir une puissance maritime à la hauteur de ses nouvelles ambitions. Depuis, celles-ci réveillent de nouveau, au Vietnam, les craintes que l'empire du Milieu a si souvent suscitées chez son petit voisin du Sud au cours de l'histoire. ■

Revue « Hérodote » n° 157, « Les enjeux géopolitiques du Viêt Nam » deuxième trimestre 2015, 214 p., 22 €